

N° 000/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2019 DU 9 AOÛT 2019
AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
RELATIVE A L'ACQUISITION
DES ORDINATEURS COMPLETS AU MINISTERE DU COMMERCE.-

1- OBJET DE LA CONSULTATION

Vu le procès-verbal de la réunion en date du **30 juillet 2019** de la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE, Le Ministre du Commerce lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Avis de Consultation pour une Demande de Cotation relative à l'acquisition des ordinateurs complets au profit du Ministère du Commerce.

2- CONSISTANCE DE LA FOURNITURE

La prestation, objet du présent Avis de Consultation pour une Demande de Cotation, consiste en la fourniture au Ministère du Commerce de cinq (05) ordinateurs complets.

3- PARTICIPATION

La participation à cette Consultation est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées sur le territoire national et ayant une expérience avérée dans la fourniture de ce type de prestation.

4- FINANCEMENT

La fourniture objet de la présente Demande de Cotation est financée par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINCOMMERCE au titre de l'exercice 2019, imputation : **53 21 33 00 01 2276**.

5- COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel du projet est de **onze millions (11 000 000) de francs CFA TTC**.

6- CONSULTATION DE LA DEMANDE DE COTATION

Le Dossier de Demande de Cotation peut être consulté dès publication du présent avis, aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 102, téléphone : 222 22 69 68.

7- ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le présent dossier de consultation peut être obtenu dès publication du présent avis par voie de presse écrite ou par voie d'affichage, sur le site web de l'ARMP, sur COLEPS du MINMAP, dans les locaux du Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **quinze mille (15 000) FCFA** payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

8- DEPOT DES OFFRES

Les offres, rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies, marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposées contre récépissé au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 102, au plus tard le **11 SEPT 2019** à **13h30** précises heure locale, portant les mentions suivantes :



AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N° _____/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2019 DU 09 SEPTEMBRE RELATIVE A
L'ACQUISITION DES ORDINATEURS COMPLETS AU MINISTERE DU COMMERCE.-

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

9- CAUTION DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou par un organisme financier agréé par le Ministère en charge des Finances, d'un montant équivalent à deux pourcent (2%) de l'enveloppe prévisionnelle, soit une somme de **deux cent vingt mille (220 000) francs CFA.**

La validité de cette caution est de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite de dépôt des offres.

10- OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fera en un temps, le 11 SEPT 2019 à **14h30** précises, heure locale, dans la Salle de Conférences du Ministère du Commerce par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés auprès du MINCOMMERCE siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Dossier de Demande de Cotation sera déclarée irrecevable.

11- CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

11.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- Dossier administratif ou financier incomplet ou non conforme ;
- Absence de la caution de soumission ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP ;
- Omission d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires ;
- Absence de sous détail d'un prix unitaire quantifié et/ou de la décomposition d'un prix forfaitaire ;
- Non satisfaction du Maître d'Ouvrage par rapport à une prestation antérieure du soumissionnaire ;
- Offre n'ayant pas satisfait à au moins 70% de l'ensemble des critères essentiels ;
- Absence d'un certificat d'origine et de garantie du fournisseur ou du concessionnaire agréé pour le matériel à livrer.

11.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation. Ces critères essentiels portent sur les éléments ci-après :

- Présentation de l'offre (ordre des pièces, lisibilité, reliure, clarté) ;
- Délai de livraison ;
- Expérience et références du soumissionnaire (copies des contrats, des PV de réception pour des marchés de même nature) ;
- Caractéristiques techniques des fournitures proposées ;

- Service après-vente ;
- Attestation de solvabilité bancaire, supérieure ou égale à cinq millions (5 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministère en charge des Finances ;

Seules les offres ayant obtenu, à l'issue de l'évaluation technique, une note supérieure ou égale à 70 % des critères essentiels seront retenues pour la suite de la procédure.

12. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

13- ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura satisfait à tous les critères éliminatoires, dont l'offre technique aura été jugée satisfaisante c'est-à-dire répondant à au moins 70% des critères essentiels et dont l'offre financière aura été évaluée la moins-disante.

14- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de dépôt des offres.

15- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires relatif au présent Avis de Consultation peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 102, Tél. 222.22.69.68.

Yaoundé, le 10 9 AOÛT 2019

AMPLIATIONS :

- MINMAP/DGCMP/DGMAS
- DG/ARMP
- P/CIPM/MINCOMMERCE
- AFFICHAGE
- CHRONO/ARCHIVES

LE MINISTRE DU COMMERCE



NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION
No. **0001** /DC/MINCOMMERCE/CIPM/2019 OF **09** **ADJ** **2019** **FOR THE ACQUISITION**
OF COMPLETE COMPUTERS FOR THE MINISTRY OF TRADE.-

1- PURPOSE OF CONSULTATION

Having regard to the minutes of MINCOMMERCE Tenders Board meeting of **30th July 2019**, the Minister of Trade, on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, hereby launches a Notice of Consultation for a Request for Quotation for acquiring complete computers for the Ministry of Trade.

2- NATURE OF SUPPLIES

The purpose of this Notice of Consultation for a Request for Quotation is to provide the Ministry of Trade with the 5 (five) complete computers.

3- PARTICIPATION

Participation in this Consultation shall be open on equal terms to all Cameroon-based enterprises incorporated under the Company Law with proven experience in the provision of this type of equipment.

4- FINANCING

Financing shall be provided by the 2019 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade.

5- ESTIMATED COST

The estimated cost for this contract stands at **CFA F 11,000,000 (eleven million)**, taxes included.

6- CONSULTATION OF THE REQUEST OF QUOTATION

Request of Quotation documents can be consulted upon publication of this notice during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 102, telephone : 222 22 69 68.

7- ACQUISITION OF CONSULTATION DOCUMENTS

Consultation documents can be obtained upon publication of this notice through press or posting, on the website of ARMP, and on COLEPS of the MINMAP, in the premises of the Ministry of Trade, from the Public Contract Service, upon presentation of a receipt showing payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **15,000 (fifteen thousand)** CFA francs accounting for consultation document purchase charges.

8- SUBMISSION OF BIDS

Each bid, drafted in English or French shall be submitted in 07 (seven) copies, including 1 (one) original and 06 (six) duplicates, written as such thereon, in accordance with the provisions of Tender Documents, to the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 102, against a receipt, not later than **01 SEPT 2019** at **1:30 pm** precisely (local time) and shall be labelled :

NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION
No. **0001** /DC/MINCOMMERCE/CIPM/2019 of **9** ~~Mill~~ **2019** FOR THE
ACQUISITION OF COMPLETE COMPUTERS FOR THE MINISTRY OF TRADE.

"TO BE OPENED ONLY DURING THE TENDER REVIEW SESSION"

9- BID BOND

Administrative bids must include a bid bond issued by a first-class bank or a financial institution approved by the Ministry in charge of Finance, with an amount equivalent to 2% (two percent) of the estimated cost, or **CFA F 220,000 (two hundred and twenty thousand)**. Bid bonds shall be valid for a period of 120 (one hundred and twenty) days from the deadline for submitting tenders.

10- OPENING OF BIDS

Bids shall be opened by the Ministry of Trade Tenders Board on **11 SEPT 2019** **2:30 pm** precisely (local time), in the conference room of the Ministry of Trade. Only bidders or their duly designated representatives with a perfect knowledge of the files can be present during the opening of bids. The opening of bids shall take place in one phase.

Any bid that does not comply with the tender document requirements shall be declared inadmissible.

11- BID EVALUATION CRITERIA

11.1 Eliminary criteria

They are as follows:

- Incomplete or irregular administrative or financial bid;
- Absence of a bid bond ;
- Misrepresentation or forged documents;
- Absence of a sworn statement whereby the tenderer certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last three budget years, but also that their names are not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
- Omission of a quantified unit price in the unit price schedule;
- Absence of sub details of quantified units prices and/or contract unit price breakdown;
- Failure to satisfy the Contracting Authority in connection with a previous service provided by the tenderer;
- A bid which failed to meet at least 70% of all essential criteria;
- Absence of a supplier's or authorised dealer's certificate of origin and warranty for the equipment to be delivered

11.2. Main criteria

Technical bids shall be rated through the binary method and following the essential criteria detailed in the assessment grid. The essential criteria shall be as follows:

- Presentation of the bid (order of required documents, readability, binding, clarity);
- Delivery time;
- Experience and references of the bidder (copies of the contract and reports of proceedings for the reception of contracts of same nature)
- Technical characteristics of the supplies proposed;
- After-sales service;
- A bank solvency certificate (solvency higher than or equal to **5,000,000 (five million) CFA F** issued by a first-class bank or financial body approved by the Ministry in charge of Finance.

Only bids having obtained, at the end of the technical evaluation, a score higher than or equal to 70 % of essential criteria shall be eligible for going on with the procedure.

12. TIME LIMIT FOR EXECUTION

The time limit for the execution of the contract shall be 45 (forty-five) days as from the the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

13- AWARD OF CONTRACT

The contract shall be awarded to the bidder who have met all eliminatory criteria, including a technical bid deemed satisfactory, that is to say a bid meeting at least 70% of main criteria with the lowest evaluated financial bid.

14- VALIDITY OF BIDS

Bids shall be valid for a period of 90 (ninety) days from the deadline for submitting tenders.

15- FURTHER INFORMATION

Further information on this this Notice of Consultation can be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service for Trade, 1st floor, room 102, tel: 222226968.

Yaoundé, 10 9 AOUT 2019

CERTIFIED COPIES:

- MINMAP/DGCMP/DGMAS
- DG/ARMP
- P/CIPM/MINCOMMERCE
- POSTING
- FILING/ARCHIVES

